

**GAR-SI SAHEL-NIGER**

*Numéro de contrat: T05-EUTF-SAH-REG-04-04*

**Annexe I**

**DESCRIPTION DE L'ACTION**

## TABLE DES MATIERES

Liste des abréviations .....	3
1. Résumé.....	4
2. <i>Portée de l'action</i> .....	5
2.1. Logique et pertinence de l'action .....	5
2.2. Objectif général et objectif(s) spécifique(s).....	5
2.3. Résultats escomptés .....	6
2.4. Activités spécifiques et méthodologie .....	6
3. <i>Champ géographique</i> .....	12
4. <i>Groupes cibles et bénéficiaires finaux</i> .....	13
5. <i>Equipement</i> .....	13
6. <i>Hypothèses et risques</i> .....	16
7. <i>Questions transversales</i> .....	17
8. <i>Durabilité</i> .....	17
9. <i>Actions complémentaires et coordination</i> .....	17
10. <i>Expertise et gestion du projet</i> .....	18
10.1. Parties prenantes .....	18
10.2. Gouvernance de l'action.....	19
10.3. Structure de gestion .....	21
10.4. Organigramme et localisation .....	21
11. <i>Monitoring et suivi du projet</i> .....	22
11.1. Monitoring, évaluation et audits.....	22
11.2. Rapportage.....	24
12. <i>Communication et visibilité</i> .....	24
Annexes .....	26
Annexe I: Plan de travail .....	26
Annexe II: Cadre logique.....	27

## Liste des abréviations

CAE	Centre d'entraînement spécial de la Guardia Civil
CDT	Commandement
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CIMIC	Coopération civilo- militaire
COMOP	Comité opérationnel
COPIL-N	Comité de pilotage National
COPIL-G	Comité de Pilotage Général
DEVCO	Direction générale de la coopération et du développement international de la
DUE	Délégation de l'Union Européenne
EFD	État Final Désiré
EGN	École de la Gendarmerie Nationale
ES	Espagne
EUROGENDFOR	Force de Gendarmerie Européenne
EUCAP SAHEL	European Union Capacity Building Mission
FC G5	Force Conjointe du G5 SAHEL
FDS	Forces de défense et sécurité
FED	Fonds européen de développement
FFU	Fonds fiduciaire d'urgence
FED- PIN/PIR	Fonds européen de développement –Programme Indicatif National/Régional
FILAPP	Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas
FIEP	Association des gendarmeries nationales ou de corps affiliés, regroupant les gendarmeries européennes et méditerranéennes (France, Italie, Espagne et Portugal)
FOC	<i>Full operational capability</i> – Pleine Capacité Opérationnelle
FR	France
FSI	Forces de sécurité intérieure
G5 SAHEL	Groupe des 5 pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad)
GAR-SI	Groupe d'Action Rapide – Surveillance et Intervention
GN	Gendarmerie Nationale
GIGN	Groupement d'intervention de la Gendarmerie Nationale
IOC	<i>Initial operational capability</i> – Capacité opérationnelle initiale
IT	Italie
LOG	Logistique
MINDEF	Ministère de la Défense
OCRTIS	Office Central de Répression du Trafic Illicite des Stupéfiants
PJ	Police judiciaire
PSDC	Politique de sécurité et de défense commune de l'Union Européenne
PSIG	Pelotons de surveillance et intervention de la Gendarmerie
PT	Portugal
RENS	Renseignements
SCLCT/CTO	Service Central de Lutte Contre le Terrorisme et la Criminalité Transnationale Organisée
UE	Union Européenne
UNMAS	Service de l'action antimines des Nations Unies
UNODC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
UNPOL	Police Civile des Nations Unies

## 1. Résumé

<b>Titre.</b>	Groupe d'Action Rapide - Surveillance et Intervention (Niger).
<b>Durée.</b>	20 mois
<b>Champ géographique.</b>	Tout le territoire du Niger, et de façon particulière la Région de Tillabéry.
<b>Coût total.</b>	5 887.729 €
<b>Partenaire de mise en œuvre.</b>	FIIAPP.
<b>Partenaires associés</b>	Guardia Civil d'Espagne, Carabinieri d'Italie, Garda Nacional Republicana de Portugal et Gendarmerie Nationale française.
<b>Groupes cibles.</b>	Les principaux groupes cibles de l'action sont la Gendarmerie Nationale (GN), ses Ministères de tutelle, les Ministères de la Défense et de l'Intérieur. La Police Nationale sera appuyée dans son rôle de police aux frontières, principalement dans la région de Tillabéry.
<b>Bénéficiaires finaux.</b>	Les populations résidant et/ou circulant dans la zone où l'unité va être déployée prioritairement (région de Tillabéry)
<b>Objectif général.</b>	Contribuer à la sécurité des populations et à la stabilisation du Niger y compris dans les zones isolées/reculées et transfrontalières, comme condition préalable pour leur développement socioéconomique durable
<b>Objectifs spécifiques.</b>	OS.1: Rendre plus efficace l'action préventive et réactive de la GN afin de garantir un contrôle plus efficace du territoire et des frontières du Niger avec le Mali et le Burkina Faso, y inclus dans les zones reculées et limitrophes.  OS.2: Créer des conditions favorables à une meilleure coopération transfrontalière et régionale avec les forces de sécurité du Niger, du Burkina Faso, du Mali et du Tchad et contribuer à une lutte plus efficace aux menaces transnationales, et notamment celles posées par la migration irrégulière, les réseaux terroristes et ceux de la criminalité organisée.
<b>Résultats escomptés.</b>	Résultat 1 : La capacité opérationnelle – préventive et réactive – de la Gendarmerie Nationale est renforcée à travers l'établissement d'une Unité GAR-SI (Groupe d'Action Rapide de Surveillance et Intervention).  Résultat 2 : L'interopérabilité entre les forces homologues (unités GAR-SI) et les autres forces de défense et de sécurité du Niger du Burkina Faso, du Mali et du Tchad est améliorée et la coopération transfrontalière est ainsi encouragée.

## **2. Portée de l'action**

### **2.1. Logique et pertinence de l'action**

La région sahélienne est de nos jours une zone de turbulences qui sont liées à plusieurs facteurs qui constituent une menace pour la paix et la sécurité des populations de cet espace géographique. Ces populations sont réparties pour la plupart d'entre elles dans les pays du G5 Sahel.

Ainsi, le terrorisme, le trafic illicites de drogues, d'armes, d'êtres humains et la criminalité de tout genre s'y pratiquent en raison de la faiblesse des moyens financiers de ces pays, de l'immensité de leurs territoires (ce qui fait qu'ils échappent parfois au contrôle des autorités gouvernementales), au manque de moyens technologiques adéquats pour la surveillance des frontières ainsi que la porosité de celles-ci. Le Niger ne fait pas exception à la règle et sa situation géographique le place entre les menaces provenant des groupes terroristes qui sévissent au Mali et au Nigeria et celles des bandes armées installées en Libye, mais également au Mali et qui mettent en péril la sécurité des populations ainsi que leur bien-être.

Afin de faire face à ces menaces et apporter son soutien aux pays du G5, l'Union européenne a répondu à l'appel des Chefs d'État du G5 Sahel à travers le financement de plusieurs projets axés sur la sécurité et la justice parmi lesquels les Groupes d'Action Rapide, Surveillance et Intervention (GAR-SI). Cette force vise la prévention et/ou la réaction en cas de menace en transmettant un sentiment de sécurité et de confiance aux populations. En même temps, elle apportera sa contribution dans le cadre de la stabilisation des zones où elle sera amenée à intervenir.

Le contact avec les populations à travers le mode opératoire de la police de proximité rendra possible l'acquisition d'informations et de renseignements nécessaires pour faire la planification et engager des opérations pour combattre les différentes menaces. Le déploiement de l'unité GARSI Niger permettra d'améliorer le contrôle du territoire, particulièrement dans des zones où les attaques et les activités délinquantes sont fréquentes. De ce fait, elle vise à créer une dissuasion chez les différents groupes armés opérant sur le terrain où elle sera employée. Cependant, l'amélioration de la sécurité et la prévention des conflits dans la zone concernée ne peut être réalisée qu'à travers une interopérabilité impliquant les FDS nationales et celles des pays voisins.

---

L'amélioration de la sécurité devrait contribuer à la stabilisation du pays, au développement socioéconomique ainsi qu'au renforcement de la présence des services de l'État dans la zone ciblée. Les modalités de mise en œuvre de l'action au Niger ont été approuvées par le Comité de Pilotage national qui s'est réuni à Niamey le 28/11/2017 à la suite de la phase de diagnostic couverte par la Convention T05-EUTF-REG-04-01.

### **2.2. Objectif général et objectifs spécifiques**

<b>Objectif général :</b> Contribuer à la sécurité des populations et à la stabilisation des zones isolées/reculées et transfrontalières, comme condition pour leur développement socio-économique durable, en visant deux objectifs spécifiques
--

L'approche proposée dans le projet GAR-SI est de renforcer les capacités de prévention et de réaction du système de sécurité du pays, assurant ainsi la souveraineté de l'État et garantissant l'état de droit dans les zones frontalières.

L'atteinte des deux objectifs spécifiques qui contribueront à la réalisation de l'État Final Désiré - FFD, comprend les résultats 1 et 2 du projet et les objectifs 3 et 4 du FFU.

**Objectif spécifique 1 :** Rendre plus efficace l'action préventive et réactive de la GN afin de garantir un contrôle plus efficace du territoire et des frontières du Niger avec le Mali, le Burkina Faso et le Tchad y compris dans les zones reculées et limitrophes.

**Objectif spécifique 2 :** Créer des conditions favorables à une meilleure coopération transfrontalière et régionale avec les forces de sécurité du Burkina Faso, du Mali et du Tchad et contribuer à une lutte plus efficace aux menaces transnationales, notamment celles posées par la migration irrégulière, les réseaux terroristes et ceux de la criminalité organisée.

### 2.3. Résultats escomptés.

**Résultat 1 :** La capacité opérationnelle – préventive et réactive – de la Gendarmerie Nationale du Niger est renforcée à travers l'établissement d'une Unité GAR-SI

La création d'une telle unité améliore les possibilités de la GN d'augmenter sa présence dans certaines zones du pays, reculées et frontalières, où ses effectifs ne sont en contact avec la population qu'à de rares occasions.

Les codes de conduite et les modes opératoires de la GN seront améliorés après la formation et l'équipement de l'unité.

**Résultat 2 :** L'interopérabilité entre les forces homologues - unités GARSI - et les Forces de Défense et Sécurité du Niger, du Burkina Faso, du Mali et du Tchad est améliorée et la coopération transfrontalière est ainsi encouragée.

La création de l'unité GAR-SI qui mènera ses activités en coordination avec d'autres FDS du Niger et des pays voisins aura pour conséquence le renforcement du renseignement à travers les bonnes relations entre ladite unité et les populations des zones frontalières. Le contact étroit avec les populations contribuera à la diminution des activités des bandes criminelles organisées et la normalisation de la vie des habitants de ces zones favorisera le développement social, économique et aussi politique des communautés. Les coûts de fonctionnement opérationnel de l'Unité GARSI liés au Résultat 2 seront couverts par la Gendarmerie Nationale.

### 2.4. Activités spécifiques et méthodologie

La compagnie GAR-SI est conçue comme une unité de Gendarmerie robuste pour faire face à tout type de menace, flexible pour adapter ses techniques à la situation et elle aura une forte mobilité qui lui permettra de couvrir une zone plus vaste et réagir de façon rapide et efficace.

De plus, son autonomie lui permettra d'évoluer dans des zones reculées et son caractère multidisciplinaire lui permettra de réaliser différentes missions : police de proximité, clôture de zones, contrôle de frontières, et toutes les fonctions que lui donnent ses équipes spécialisées.

Elle est conçue en ayant une double nature :

- **Préventive**: Par la mise en œuvre des modes opératoires de la police de proximité, le service sera orienté vers la recherche du renseignement, le contact avec la population, les autorités locales (politiques, coutumières, religieuses), le contrôle de zone, les patrouilles ;
- **Réactive**: En intervenant au profit d'autres unités territoriales, ou en cas d'incidents graves. Le GARSI pourrait combiner les mandats qui, au Niger, sont normalement attribués à deux unités différentes (unités de patrouille et pelotons d'intervention de premier niveau). C'est une unité qui sera préparée pour combattre les actions terroristes, la criminalité organisée, le trafic des êtres humains, contribuer à la protection de l'environnement, à la surveillance et au contrôle des frontières.



La compagnie GAR-SI comprend :

- Trois (3) sections opérationnelles ;
- Une (1) équipe de spécialistes qui comprend une (1) cellule de renseignements et une (1) cellule de police judiciaire ;
- Une (1) équipe de soutien logistique ;

La section sera l'unité minimale pour le service opérationnel. Son déploiement peut être renforcé, en fonction de la menace, avec d'autres éléments de la compagnie (un ou deux groupes) et des cellules spécialisées de police judiciaire et de renseignement.

Il est attendu que l'unité GAR-SI pourra être pleinement opérationnelle (Capacité Opérationnelle Maximale / FOC) en 20 mois. Toutes les activités sur lesquelles porte le contrat et la coordination avec les autres GARSI sont structurées autour de **4 axes principaux** pour atteindre les résultats et parvenir à l'Etat Final Désiré (EFD) :

**1er axe - Formation de cadres et formateurs avec des méthodes d'enseignement et de formation de haute qualité et un programme pédagogique élaboré en fonction de la réalité du pays.** À cette fin, la première phase de formation des formateurs et des cadres aura lieu au Centre d'Entraînement Spécial de la Garde Civile d'Espagne pour une période initiale de deux mois. Elle se conclura par une formation d'un mois à l'École de la Gendarmerie Nationale. La formation de formateurs qui assureront la formation continue interne des personnels de base et de nouveaux personnels pour l'unité.

La formation du personnel de base sera suivie à l'École de la Gendarmerie en mettant l'accent sur :  
a) le renforcement des capacités nécessaires à un socle efficient de compétences ; b) la spécialisation des personnels dans leurs nouvelles compétences ;

**2ème axe - Equipements et infrastructures** - En coordination avec le Haut Commandement de la Gendarmerie Nationale, une liste de besoins a été établie pour la création et l'exploitation de l'Unité, ainsi que les caractéristiques auxquelles les différents équipements devraient être compatibles : (véhicules / drones / équipement de protection et d'intervention) et outils de communication compatibles / interopérables (transmissions radio VHF / HF, etc.).

**3ème axe - Élaboration d'un système de mentoring et d'évaluation** de la capacité opérationnelle initiale et de la capacité opérationnelle maximale, fondamentale pour que l'unité atteigne des niveaux élevés d'efficacité opérationnelle, se constituant en unité d'élite ;

**4ème axe - Établissement et développement d'une interopérabilité** entre l'Unité et d'autres FDS nationales ou frontalières.

**Résultat 1** : La capacité opérationnelle – préventive et réactive – de la Gendarmerie Nationale du Niger est renforcée à travers l'établissement d'une Unité GAR-SI

**Tableau des activités et méthodologie liés au Résultat 1 (Axes 1, 2, 3).**

Activités	Chronologie	Mise en œuvre par	Bénéficiaires ciblés	Méthodologie utilisée pour sélectionner les groupes cibles
<b>R1. La capacité opérationnelle – préventive et réactive – de la Gendarmerie Nationale du Niger est renforcée à travers l'établissement d'une unité GARS (Groupe d'Action Rapide – Surveillance et Intervention).</b>				
<b>Axe 1 - Sélection et formation</b>				
<b>R1.A1: Élaboration du programme pédagogique du cours et du plan de formation</b>	Mois 1 et 2	Centre formation en Espagne, équipe coordinateurs pays, experts court-terme	Gendarmerie Nationale	Programme de cours du CAE espagnol
<b>R1.A2: Définition du profil du personnel du GARS et la sélection</b>	Mois 1 et 2	Equipe de coordination et Gendarmerie	Gendarmerie Nationale	Profil du personnel du GAR espagnol et du Groupe Spécial d'Intervention de la Gendarmerie Nationale
<b>R1. A3: Formation du personnel du GAR-SI</b>	<b>Cadres</b> : Mois 3 et 4	Le cadre de formateurs du CAE à Logroño, un expert court-terme italien, un français, un portugais	Gendarmerie Nationale	
	<b>Cadres</b> : Mois 5 et 6	Un expert court-terme italien, un français, un portugais, trois espagnols. Centre de formation (Niger)		
	<b>Formateurs</b> : Mois 3 et 4	Le cadre de formateurs du CAE à Logroño, un expert court-terme italien, un français, un portugais		



<b>Formateurs :</b> Mois 5 et 6	Un expert court terme italien, un français, un portugais, trois espagnols Centre de formation (Niger)	Test inscrit de préférence et de sélection
<b>Cours de base :</b> Mois 7, 8 et 9	Un expert court terme italien, un français, un portugais, trois espagnols Centre de formation (Niger)	
<b>Cours pour les experts :</b>		
<b>Module Police Judiciaire :</b> Mois 9 et 10	Un expert court terme français Centre de formation (Niger)	
<b>Module de Renseignements :</b> Mois 9 et 10	Un expert court terme espagnol Centre de formation (Niger)	
<b>Module Protection de l'environnement :</b> Mois 9 et 10	Un expert court terme portugais et un expert environnement Centre de formation (Niger)	
<b>Module Trafics Illicites :</b> Mois 9 et 10	Un expert court terme espagnol Centre de formation (Niger)	
<b>Cours pour l'équipe d'appui logistique :</b>		
<b>Module de maintenance :</b> Mois 9 et 10	Un expert court terme espagnol Centre de formation (Niger)	
<b>Module Droit de l'homme, genre, groupes en danger :</b> Mois 8	EUCAP SAHEL	

#### Axe 2 - Achats et infrastructures

<b>R1. A4 : Dotation de l'Unité GAR-SI</b>	Mois 1 à Mois 7	FIAPP	Gendarmerie Nationale, Unité GAR-SI	Présentation de la liste de matériel à la Gendarmerie Nationale selon les standards du GAR espagnol et discussions avec les responsables de ladite entité pour trouver un consensus en fonction des besoins spécifiques et des réalités d'utilisation sur le terrain
--	-----------------	-------	-------------------------------------	--

#### Axe 3 – Mentoring et évaluation de l'unité GAR-SI

<b>R1.A5: Elaboration d'un système de mentoring et d'un système d'évaluation de la IOC et FOC</b>	Mois 9 à mois 20	Equipe de coordination pays; experts court terme	ON, Unité GAR-SI	Manuel de procédures du GAR espagnol Planification d'épreuves d'évaluation de la IOC par le staff et des experts
---	------------------	--	------------------	---

**Calendrier des activités pour le résultat 1**

Activités	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17	M18	M19	M20
<b>Axe 1 - Sélection et formation</b>																				
R1. A1: Elaboration du programme pédagogique du cours et du plan de formation																				
R1. A2: Définition du profil du personnel du GARSI et sélection																				
R1. A3: Formation du personnel du GAR-SI																				
<b>Axe 2 - Achats et infrastructures</b>																				
R1. A4: Dotation de l'unité GAR-SI																				
<b>Axe 3 - Mentoring et Evaluation de l'unité GAR-SI</b>																				
R1. A5: Elaboration et mise en œuvre d'un système de mentoring et d'un système d'évaluation de la IOC et FOC																				

**Résultat 2. :** L'interopérabilité entre les forces homologues - unités GARS-SI- et des autres Forces de Défense et Sécurité du Niger, du Burkina Faso, du Mali, et du Tchad est améliorée et la coopération transfrontalière est ainsi encouragée.

L'un des éléments qui favorise l'interopérabilité avec les forces voisines consiste en une formation homogène. D'autre part l'interopérabilité est renforcée en tenant compte du fait que la formation des formateurs aura lieu dans le même centre en Espagne selon le même programme et la même méthodologie. Elle implique enfin que les forces auront des moyens compatibles de communication et d'équipement pour agir sur les mêmes théâtres d'opérations.

Les coûts opérationnels des activités contribuant au Résultat 2 correspondent aux coûts de fonctionnement de l'Unité GARS-SI après la phase de formation, et qui seront couverts par la Gendarmerie Nationale.

**Tableau des activités et méthodologie liés au Résultat 2 (Axe 4).**

Activités	Chronologie	Mise en œuvre par	Bénéficiaires ciblés	Méthodologie utilisée pour sélectionner les bénéficiaires
<b>R2. L'interopérabilité entre les forces homologues (unités GARS-SI) et des autres Forces de Défense et Sécurité du Niger, Burkina Faso, du Mali et du Tchad est améliorée et la coopération transfrontalière est ainsi encouragée</b>				
<b>Axe 4 - Interopérabilité et coopération</b>				
<b>R2. A1 : Le GAR-SI mène des opérations dans les zones frontalières en coordination avec les FDS nigériennes et celles des pays voisins</b>	Mois 10 à 20	Unité GAR-SI avec le monitoring & mentoring de l'équipe du projet.		Renseignements et statistique des attaques de groupes armés.
<b>R2. A2 : Le GAR-SI mène des opérations conjointes dans les zones frontalières avec les Forces de Défense et Sécurité nigériennes et celles de pays voisins</b>	Mois 10 à 20	Unité GAR-SI avec le monitoring & mentoring de l'équipe du projet.		Renseignements et statistique des attaques de groupes armés
<b>R2. A3 : Le GAR-SI mène des activités de police de proximité et de CIMIC (coopération civilo-militaire)</b>	Mois 10 à 20	Unité GAR-SI avec le monitoring & mentoring de l'équipe du projet.		Identification et cartographie des populations et organisations de la société civile présente dans la zone ciblée.

## Calendrier des activités pour le résultat 2

Activités	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17	M18	M19	M20
<b>Axe 4 - Interopérabilité et amélioration de la coopération transfrontalière</b>														
<b>R2. A1</b> : Le GAR-SI mène des opérations dans les zones frontalières en coordination avec les Forces de Défense et Sécurité nigériennes et de pays voisins														
<b>R2. A2</b> : Le GAR-SI mène des opérations conjointes dans les zones frontalières avec les Forces de Défense et Sécurité nigériennes et de pays voisins														
<b>R2. A3</b> : Le GAR-SI mène des activités de police de proximité et de CIMIC (coopération civilo-militaire)														

### 3.4. Champ géographique.

#### Champ géographique

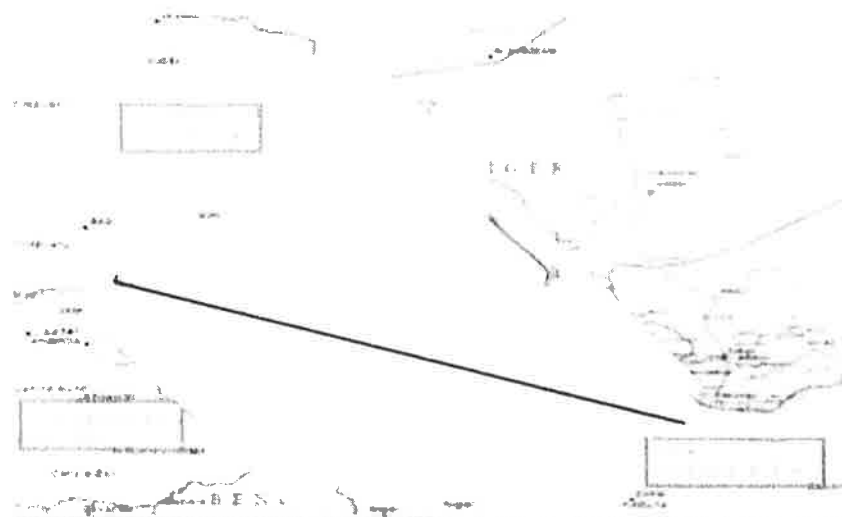
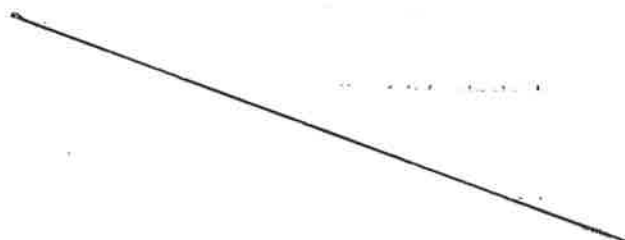
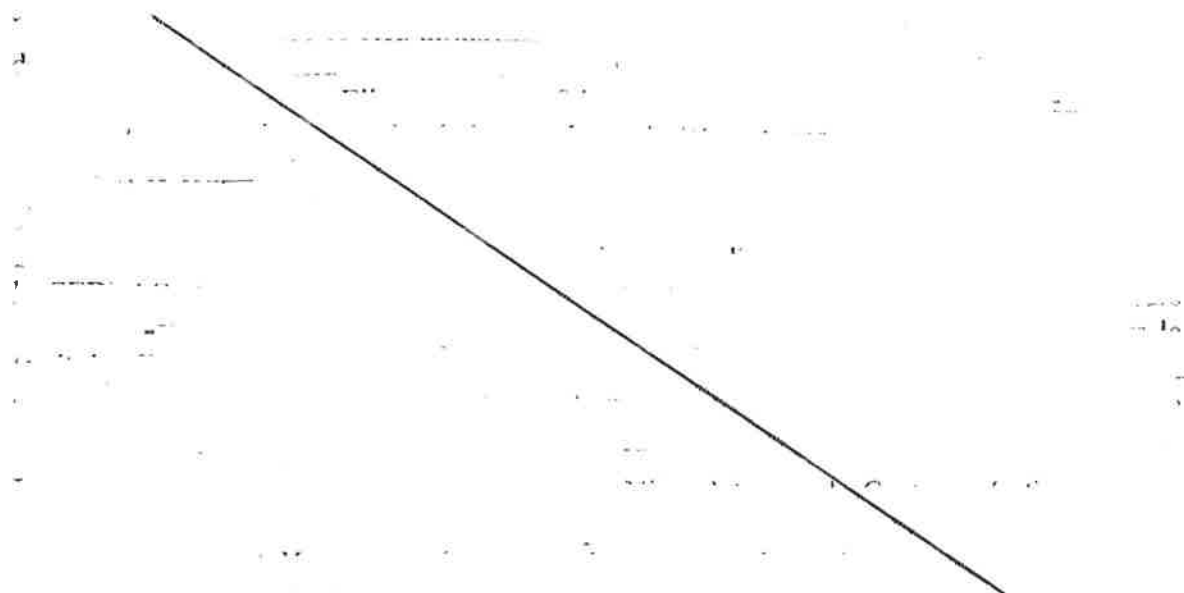


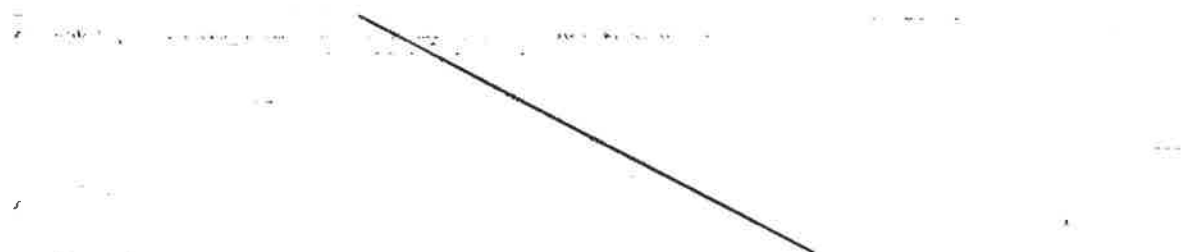
Figure 1 - Champ Géographique



La phase diagnostic a permis d'identifier les régions pour les opérations principales de l'Unité GAR-SI en fonction de la géographie de la zone, de l'importance stratégique et de la fréquence des activités criminelles.



#### 4. Groupes cibles et bénéficiaires finaux



Les bénéficiaires finaux de l'action sont les populations résidant et/ou circulant dans la zone ou l'unité va être déployée prioritairement. En élaborant un plan d'actions détaillé qui, dans sa mise en œuvre, vise à permettre le retour de la sécurité dans la zone et la reconnaissance des autorités vis-à-vis des populations, le projet entend créer les conditions favorables à la relance du développement économique et social.

#### 5. Liste indicative des équipements de l'unité GARS à fournir par le projet -

DÉSIGNATION.	Rubrique du Budget Annexe III	QUANTITÉ.
UNIFORMES		
		1
		1
		1
		1
		1
		1
		1
		1
		1

[illegible]



<b>MATÉRIEL DE CAMPAGNE (Installation du Camp militaire)</b>		

## 6. Hypothèses et risques

L'exécution adéquate du projet est fondée sur les hypothèses suivantes :

- Un engagement politique au plus haut niveau des autorités nigériennes.
- Une participation active de la Gendarmerie Nationale pour garantir l'appropriation locale.
- Un cadre législatif et réglementaire adéquat contribuant à la durabilité de l'action.

RISQUE	NIVEAU DE RISQUE	MESURES D'ATTENUATION
Les matériels ne sont pas disponibles au moment de la formation sur le terrain	Moyen	Des matériels de la GN pourront être utilisés pour les premières phases
Le nombre d'échecs et/ou d'abandon parmi le personnel sélectionné est supérieur aux prévisions	Faible	Les exigences personnelles, physiques et techniques du personnel à sélectionner doivent être élevées et rigoureuses afin de réduire le risque d'échecs  Le cours débutera avec un plus grand nombre d'éléments que les besoins, pour prévoir les échecs et l'abandon volontaire et pour sélectionner les meilleurs à la fin du cours.
La Gendarmerie n'a pas de budget pour supporter les coûts de fonctionnement de la formation au Niger (carburant, électricité, matériels pédagogiques...).	Faible	Le Haut Commandant de la Gendarmerie a exprimé l'engagement de la Gendarmerie que l'Unité GARS-SI va avoir le budget nécessaire à son fonctionnement et à sa formation.
La Gendarmerie n'a pas de budget pour supporter le fonctionnement de la Force	Moyen	L'arrêté portant création, organisation et fonctionnement du GARSi prévoit que les fonds nécessaires au fonctionnement de l'unité soient pris en charge par le budget national. L'équipe du projet devra à ce titre mener un suivi auprès de la GN lors de la préparation du budget 2019.
Le personnel ou l'équipement de l'unité est détourné vers d'autres unités	Faible	L'arrêté portant création, organisation et fonctionnement du GARSi prévoit que les ressources humaines et matérielles qui y sont affectées ne peuvent être détournées au profit d'autres unités.
Le bouleversement produit par une crise politique peut changer	Faible	Le caractère opérationnel du GARSi doit le préserver du risque de dissolution



les relations de pouvoir		
Dégradation des conditions de sécurité dans la zone où la force est basée	Haut	Le GARSI a été créé pour faire face aux situations de graves crises de sécurité. Employer le GARSI en coordination avec d'autres unités pour restaurer la normalité

### **7. Questions transversales**

Le projet GAR-SI a été conçu dans le but de contribuer à l'amélioration de la sécurité régionale au Sahel, et plus particulièrement dans les zones frontalières du Niger. Il s'agit de compléter d'autres projets existants en soutenant les autorités nationales à étendre leur intervention dans des zones où la présence de l'État est actuellement limitée.

Le GAR-SI ne sera pas une force d'intervention spéciale, mais une force spécialisée polyvalente, flexible, robuste et proche des populations qui peut à tout moment mener des interventions spéciales.

De cette façon, le programme de formation sera élaboré autour des principes de la déclaration universelle des droits de l'homme et il sera articulé sur la formation en droits de l'homme et l'égalité de genre. Étant donné qu'un environnement de sécurité ne concerne pas seulement les problèmes de sécurité, mais aussi la protection de l'environnement, un module consacré à cet aspect a été conçu.

### **8. Durabilité**

Les autorités nigériennes ont clairement démontré l'appropriation locale de la force et ont donné des garanties de sa pérennité dans la participation de la Gendarmerie dans la répartition des coûts liés à la formation, aux activités opérationnelles et sa participation dans la conception de la force selon les besoins stratégiques et son intégration dans le corps.

En effet, l'arrêté portant création de l'Unité au sein de la Gendarmerie pris par Ministère de la Défense ne se limite pas à créer et à définir son fonctionnement. Il établit des mesures concrètes telles que l'impossibilité de détourner de personnel ou d'affecter ses ressources vers d'autres unités de la Gendarmerie. Cela empêche d'assigner au GAR-SI des missions autres que celles légalement prévues. Il établit aussi l'obligation de mettre à disposition des ressources financières pour le fonctionnement de la force, ainsi que des compensations qui rendent la force attractive en termes de volontariat.

### **9. Actions complémentaires et coordination**

De manière globale, le GAR-SI évoluera de concert avec d'autres projets bilatéraux ou multilatéraux en cours qui interviennent dans les questions liées à la gestion de la sécurité.

Dans ce sens on peut mentionner différents projets de sécurité : Renforcement des capacités de la Police Nationale du Niger (RECAP) ; Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes (PARCA) ; Programme Régional pour la Paix et la Stabilisation dans le Sahel ; Initiative de gouvernance de la sécurité (SGI) ; Organisation internationale pour la migration (OIM) ; Appui à la justice, la sécurité et à la gestion des frontières au Niger (AJUSEN) ; Programme Régional pour l'Afrique de l'Ouest – PRAO / Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) ; Projet JICA II ; Équipe conjointe d'investigation (ECI).

---

De ce fait, les synergies d'action seront utiles et la coordination avec ces derniers permettra d'éviter des doublons et/ou permettre de renforcer la coopération en vue d'une meilleure efficacité et d'une atteinte des objectifs que les uns et les autres se seront assignés.

---

## **10. Expertise et gestion du projet**

### **10.1. Parties prenantes**

**FIIAPP** est l'organisation contractante en charge de la coordination l'exécution du projet en accord avec les lignes directrices de l'Union Européenne. L'expertise et la gestion du projet est garantie par un consortium de pays européens intégrés par les gendarmeries de l'Espagne, la France, l'Italie et le Portugal.

Dans le cas du Niger, un coordinateur, un coordinateur adjoint, seront déployés à plein temps au Niger dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du projet, et seront ponctuellement renforcés par des experts court-terme des différents pays du consortium. Ceci permettra de réunir l'expérience et les compétences requises en matière de projets de coopération internationale destinés au renforcement des structures de l'État de droit, au contrôle de la migration irrégulière, à la surveillance de frontières et à la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme.

#### **Espagne (Chef de file)**

Pour ce projet, l'Espagne a le soutien de la garde civile (Guardia Civil), en tant que corps policier intégral, avec des compétences et des capacités dans pratiquement tous les domaines policiers et qui a montré ses capacités dans la lutte antiterroriste et surveillance de frontières ainsi que le contrôle du territoire où elle est déployée.

La garde civile a une vaste expérience en ce qui concerne les projets de coopération internationale destinés au renforcement des structures de l'État de droit, la lutte contre les migrations irrégulières, la surveillance de frontières et à la lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme. Cette expérience fait de ce corps policier un instrument adéquat pour ce type d'intervention.

Il faut aussi signaler ses liens avec d'autres forces de Gendarmerie comme celles de la France, l'Italie et le Portugal qui depuis des années se sont constitués en organisations comme l'association internationale des forces de gendarmerie et de police à statut militaire (FIEP) ou la Force de Gendarmerie Européenne (EUROGENDFOR).

#### **France**

Pour des raisons historiques, culturelles et linguistiques, la France est particulièrement présente et impliquée dans cette région d'Afrique, notamment pour ce qui concerne la coopération en matière de sécurité. La gendarmerie nationale contribue naturellement à ces actions de coopération et dispose d'une solide expérience dans cette zone. En effet, force armée investie d'une mission de sécurité et de paix publiques, appelée à agir aussi bien dans le champ de la police judiciaire, que celui du maintien de l'ordre ou de l'action militaire, elle

réunit toutes les caractéristiques d'une "force de continuité". Quelles que soient les circonstances (paix-crise-guerre), elle assure la continuité de l'action de l'État, sur l'ensemble du territoire français. En outre, elle est également déployée à l'étranger, dans le cadre d'opérations civiles ou militaires, à la fois pour des missions de sécurisation des intérêts français mais également en soutien des armées ou dans le cadre de missions de réforme du secteur de sécurité et de renforcement de l'état de droit.

La gestion de la mise à disposition et du déploiement des experts français mobilisés dans le cadre du Projet est exercée par CIVIPOL, une société de conseil et de service spécialisée dans la réalisation et la conduite de projets d'assistance technique et de coopération dans les domaines des affaires intérieures et du renforcement institutionnel.

### **Portugal**

Prenant en compte les intérêts nationaux dans la région, le Portugal participe à l'effort européen pour consolider l'environnement de sécurité dans certains pays du Sahel à travers l'envoi d'experts sur le terrain.

### **Italie**

L'Arme des Carabinieri a une vaste expérience internationale dans tout type de missions, non seulement dans la gestion de crise, mais aussi dans d'autres missions de coopération policières. Elle possède une longue expérience dans différents contextes, y compris en Afrique et plus concrètement le Sahel. Elle envoie également des experts sur le terrain dans le cadre du Projet.

## **10.2. Gouvernance de l'action**

Le suivi de l'exécution du projet sera assuré par un mécanisme de pilotage à deux niveaux : pilotage général et pilotage national.

### **Comité de Pilotage Général (COPIL-G)**

Le Comité de pilotage général décidera des orientations générales du Programme GAR-SI Sahel dans les six pays bénéficiaires et assurera la cohérence des activités menées dans les différents pays bénéficiaires. Il se réunira, de façon indicative, une fois par an à Bruxelles, ou plus si besoin, et sera présidé par la Commission Européenne (p.e. représentant du Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique) et associera les services du Siège concernés (Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement – DG DEVCO, Service Européen pour l'Action Extérieure – SEAE, Bureau du Représentant Spécial de l'UE au Sahel, etc.), le Directeur du projet, les Délégations concernées, les représentants de chaque pays bénéficiaire et les partenaires de mise en œuvre.

Les coûts de fonctionnement du Comité de Pilotage Général sont compris dans le budget de la Convention de délégation T05-EUTF-SAH-REG-04-01, qui est le contrat couvrant la gestion et les frais afférents de toutes les questions communes, régionales et de coordination du GARS SAHEL dans le 6 pays d'intervention (direction du projet, équipe d'appui technique équipe d'appui administrative, visibilité, évaluation, etc).

### **Comité de Pilotage National (COPIL-N)**

Un **Comité de pilotage national sera établi au Niger**. En liaison avec le Comité de pilotage général, ce Comité décidera des orientations du projet au niveau national. Il assurera également le suivi de la mise en œuvre des activités du projet sur la base du plan d'action

national issu de la phase de diagnostic et du chronogramme de la présente convention. Il décidera ainsi des orientations opérationnelles au niveau national, y compris sur la base des rapports d'activités rédigés et soumis par l'équipe du projet au Niger, ainsi que de la coordination et de toute autre initiative pertinente.

Ce Comité se réunira deux fois par an, ou plus si besoin, en fonction des sujets à traiter, et sera co-présidé par le Chef de la Délégation de l'UE au Niger et les autorités nationales concernées qui devront être pleinement intégrées tout au long de la mise en œuvre du projet.

Membres du CoPil-N :

- Parties prenantes nigériennes
- Délégation de l'UE
- Ambassades des États Membres de l'UE participant au projet
- Équipe technique du projet (équipe de coordination, un représentant de la Direction du Projet et un représentant de la FIIAPP).

D'autres partenaires techniques et participants pourront y être invités en fonction des sujets à traiter.

#### **Consortium des corps policiers associés pour ce projet.**

Les corps policiers européens intégrés au projet: La *Guardia Civil* d'Espagne comme cheffe de file du projet, la Gendarmerie Nationale française, l'*Arma dei Carabinieri italiana* et la *Guarda Nacional Republicana* portugaise nommeront un ou plusieurs représentants pour ce projet :

- Représentant devant le Comité de Pilotage Général (COPIL-G)

Les corps devront nommer un représentant de haut niveau (Général-Colonel) pour représenter leur corps respectif au COPIL-G, puisqu'il s'agit de l'organe de contrôle, au plus haut niveau du projet.

- Point de contact permanent pour le projet (POC GARS-SAHEL)

Ces représentants devront être en contact permanent avec la Direction du projet et devront assister aux réunions internes de coordination auxquelles cette dernière les convoquera et ils effectueront un double travail :

- Transmettre la position officielle, les propositions et questionnements de leur corps respectif, face à toutes les questions et problèmes de type général qui pourraient apparaître au cours du projet.
- Ils réaliseront leur travail de point de contact à travers lequel seront canalisées toutes les demandes d'appui et désignation du personnel participant requises par la Direction du projet ;

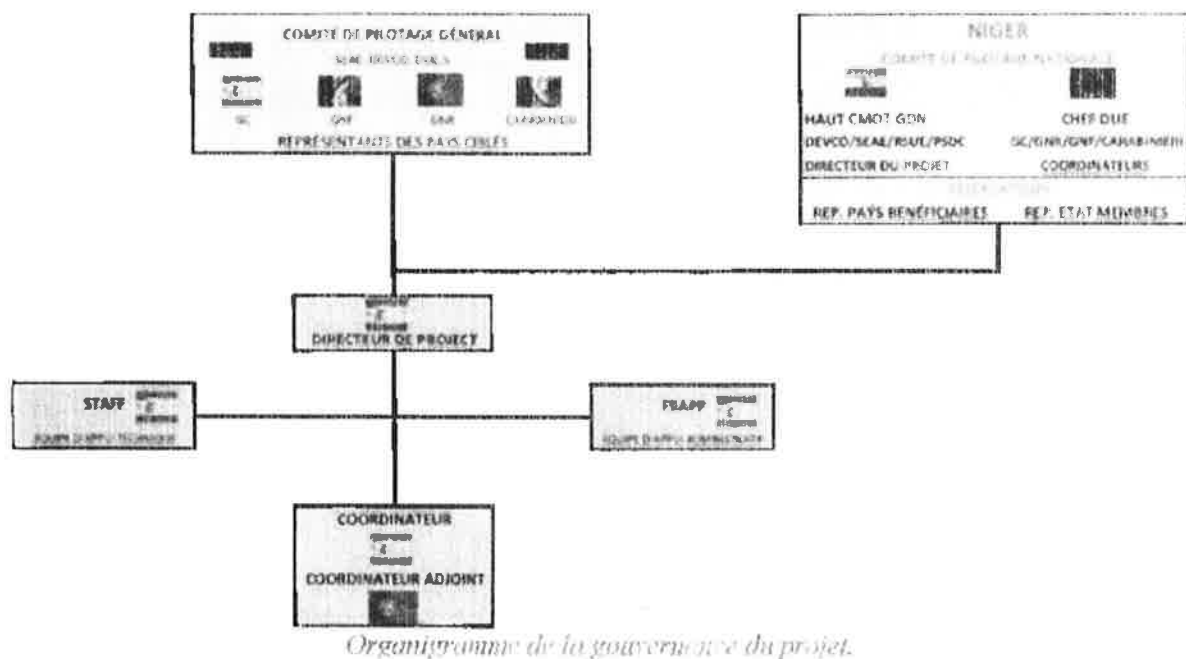
- Point de contact de formation.




Pour traiter les sujets liés à la formation des futures recrues des unités GARS, les corps policiers chargés de l'exécution du projet désigneront un point de contact spécifique.

- Point de contact/Représentant d'acquisition de matériels et équipements

Pour traiter les sujets liés à l'acquisition des équipements des unités GARS, les corps policiers chargés de l'exécution du projet désigneront un point de contact spécifique qui fera partie de la Commission d'évaluation technique des appels d'offres.

### 10.3. Structure de gestion



APPORT		COORDONNATEUR	COURS FADRE FADRE	COURS FADRE FADRE	COURS DE BASE	INSTRUMENTS	POUR LE JOUR	LOGISTIQUE	CADRE JURIDIQUE	PROGRAMME PEDAGOGIQUE	TRAFFIC ILLICITE	CONVAINCRE
PAYS			EXP	NIKER								
 ES	1	CAE	3	3	2			2		2		
 FR		1	1	1							1	1
 PT	1 ADJ	1	1	1			2					
									1		1	1

#### 10.4. Organigramme et localisation

**Sous financement de la Convention de délégation T05-EUTF-REG-04-01**, une structure de direction, coordination et liaison du projet est établie à Madrid, donnant appui à la mise en œuvre du GARSI dans chacun des six pays concernés. Cette structure facilitera la cohérence et l'homogénéité du projet en étroite coopération avec les équipes sur place dans chaque pays, le lien avec les autorités locales ainsi qu'avec toute autre initiative pertinente. Sur la base des indications fournies par les équipes sur place, elle contribuera aussi, en étroite coordination avec la Délégation de l'UE, à la communication fluide avec les pays bénéficiaires et à la mise en œuvre effective de toutes les activités du projet.

Le travail de direction et de coordination est assuré par le **Directeur du projet** (Guardia civil espagnole), **basé à Madrid** avec des missions fréquentes sur le terrain afin de suivre le développement du projet, maintenir, en étroite coordination avec la Délégation de l'UE, des contacts avec les autorités locales et rester en contact permanent avec la réalité du terrain.

**L'Équipe d'appui technique (Staff), basée à Madrid, se composera de trois experts de la Guardia Civil espagnole à plein temps. Ils auront la responsabilité de coordonner la correcte exécution du projet en accord avec les lignes directrices du Directeur du projet et de l'Union**

européenne, en maintenant l'interopérabilité, l'homogénéité et le caractère régional de celui-ci.

**L'Équipe d'appui administratif (FIIAPP), basé à Madrid**, se composera d'un coordinateur institutionnel, chargé à plein temps de la coordination et de la gestion général au niveau du bureau de la FIIAPP, un expert de Finance (—), un expert en Logistique (—) et un administrateur.

### **Equipe de coordination au Niger**

Au Niger, dans le cadre de la présente Convention de délégation T05-EUTF-REG-04-04, l'équipe est composée d'un coordinateur et d'un coordinateur adjoint, appuyés par un assistant local. Les experts sont chargés de coordonner les activités au niveau local, y compris le suivi régulier avec les autorités nationales et la Délégation de l'UE et les rapports utiles.

Ils sont responsables, entre autre, des actions suivantes :

- Promouvoir et coordonner toutes les activités du projet dans le pays.
- Assurer un dialogue continu avec les autorités nationales ainsi qu'avec la Délégation de l'UE concernée.
- Assurer le dialogue et les synergies entre les différents acteurs institutionnels du Projet et toute autre initiative pertinente à niveau local, financée ou pas par l'UE.
- Etablir des mécanismes et des structures pour le suivi du Projet au niveau local (comités, groupes de travail, etc.).
- Assurer la supervision générale de la mise en œuvre du projet au niveau national et la préparation des rapports techniques (et économiques avec l'appui de l'équipe administrative) - périodiques et finales.
- Appui et supervision dans la procédure de sélection des officiers qui vont composer les unités GAR-SI.
- Mentoring à la fin de la phase de formation des Unités GAR-SI.

Les coordinateurs s'appuieront sur une expertise technique ponctuelle court-terme conformément à ce qui est établi dans le Plan d'Action et en liaison avec la Direction du projet. Le bureau de gestion du projet —————

## **11. Monitoring et suivi du projet**

### **11.1. Monitoring, évaluation et audits**

Le suivi technique et financier de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fera partie intégrante des responsabilités de l'organisation de mise en œuvre. À cette fin, le suivi quotidien du projet sera assuré par les deux coordinateurs au Niger avec l'appui des équipes techniques et administratives basées à Madrid. Tant les équipes sur place que la direction du projet et les bureaux d'appui devront tenir régulièrement informée l'Autorité contractante et les Comités de pilotage de l'état d'exécution de l'Action.

Avec l'appui des équipes techniques et administratives ainsi qu'avec l'appui d'une expertise court-terme spécialisée, le Directeur du Projet sera responsable de l'élaboration et mise en œuvre d'une stratégie/méthodologie de suivi du projet (Monitoring and Evaluation Plan), conformément aux critères établis en accord avec l'Autorité Contractante après la phase de

diagnostic. Il sera aussi en charge de la mise à jour du cadre logique, y compris en termes d'indicateurs de suivi (Annexe I.1), qui seront actualisés sur la plateforme AKVO.

Deux évaluations externes conduites par des experts indépendants seront réalisées : une à mi-parcours et l'autre à l'issue de la phase de mise en œuvre. Le choix des questions d'évaluation se fera en accord avec la Délégation de l'Union européenne et sera formalisé par l'élaboration de Termes de Référence avec l'appui d'une expertise court-terme spécialisée. A priori, elles découlent de la logique d'intervention du projet. Ces questions portent essentiellement sur le lien causal entre les résultats et l'atteinte des objectifs spécifiques. L'évaluation a comme objectifs, la révision du progrès dans la mise en œuvre du projet, aussi bien que l'identification des potentiels problèmes d'exécution et de conception du projet, identification des leçons apprises et formulation des recommandations spécifiques pour améliorer l'exécution et les modalités de mise en œuvre des activités.

Sur la base du suivi constant mené par la Commission, elle pourra procéder à une évaluation finale pour l'ensemble de l'action et si jugée nécessaire, à une évaluation à mi-parcours (sur une ou plusieurs composantes de l'action). Ces évaluations se feront par l'intermédiaire de consultants indépendants. L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour identifier les éventuelles difficultés se présentant dans les composantes évaluées et proposer des mesures correctrices.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation de l'Action.

Comme mentionné au point 10.2, ces coûts sont compris dans le budget du contrat T05-EUTF-SAH-REG-04-01.

En outre, un Audit financier, prévu dans le budget sera mené par des consultants indépendants. Celui-ci permettra une comparaison entre les objectifs et des moyens prévus ou utilisés.

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Le financement des éventuelles évaluations et audits commandités par la Commission sera couvert par une autre mesure.

## **11.2. Rapportage**

Le Coordinateur pays et son adjoint seront en charge de l'élaboration d'un rapport trimestriel de l'état d'avancement du projet, ou de tout autre document demandé par la DUE. Ce rapport devra indiquer les progrès réalisés, y compris par rapport aux indicateurs du cadre logique. À la fin de la mise en œuvre de l'unité GAR-SI, ils seront aussi responsables en coordination avec la FIIAPP de l'élaboration d'un rapport final incluant une analyse détaillée des activités mises en œuvre, les résultats obtenus, aspects critiques rencontrés, détails des dépenses (y compris l'équipement), et recommandations.

Les rapports intermédiaires et finaux ainsi que leur contenu seront rédigés suivant les indications des Conditions Générales du contrat (Annexe II, Art. 3).

L'équipe du projet pourra par ailleurs fournir des éléments d'information sur une base ad-hoc à la Délégation de l'Union européenne concernant les progrès de la mise en œuvre des activités, et utilisera également la plateforme de reporting AKVO mise à disposition des partenaires de mise en œuvre des projets financés par le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE (FFU).

## **12. Communication et visibilité**

La communication et la visibilité de l'UE est une obligation légale pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Conformément à l'Article 8 des Conditions Générales et, un plan de communication et de visibilité, commun aux 6 pays du projet GAR-SI a été rédigé, suivant le manuel de communication et visibilité pour l'action extérieure de l'Union européenne. Toutes les activités ainsi que tous les supports de communication et de visibilité produits dans le cadre de ce contrat suivront aussi le nouveau Manuel de Communication de l'UE.

Les partenaires de mise en œuvre devront tenir en compte d'autres instructions éventuelles fournies par la Délégation de l'UE au Niger ou par l'équipe Fonds fiduciaire au siège, au cours de la mise en œuvre de l'action : les produits de communication seront préalablement envoyés à la chargée de communication de l'équipe Fonds fiduciaire au siège et à la Délégation de l'UE, avant publication / distribution.

La visibilité de l'UE et de l'action elle-même doit être assurée par des mesures de communication et d'information appropriées tout au long de la mise en œuvre de l'action, y compris auprès des médias. Néanmoins, la confidentialité de certaines activités peut conduire à des arrangements spécifiques limitant leur circulation et l'information sur le sujet.

La Délégation de l'UE sera régulièrement informée et impliquée dans la mesure du possible pour la conception et la mise en œuvre des activités de cette action, y compris en ce qui concerne les événements de visibilité et réunions.

Ainsi, les points suivants seront développés :

- Présentation des résultats et de l'impact produit par le GAR-SI ;
- Promotion de l'appropriation par les bénéficiaires ainsi que leur engagement politique ;
- Sensibilisation des autorités administratives et coutumières ainsi que les populations sur l'existence du GAR-SI et le rôle qu'il va jouer sur le terrain.
- Les événements officiels qui seront organisés tels que :



- Les réunions du Comité de pilotage national
- La cérémonie de lancement du projet.
- Le départ des stagiaires en Espagne.
- La cérémonie de réception du matériel prévu pour l'Unité.
- La cérémonie de remise de diplômes.
- La présentation officielle de l'Unité.
- Les réunions, fora, ateliers et rencontres au niveau national ou international

Toutes ces actions seront des occasions pour promouvoir la communication et la visibilité de l'UE.

Leur médiatisation aussi bien par les organes de presse nationaux et internationaux va rejaillir sur l'UE et renforcer son crédit auprès non seulement des corps policiers, mais aussi des populations qui se sentiront protégées par la nouvelle Unité.

Le public sera informé de l'action de l'Union Européenne en tant que bailleur. D'autres organisations internationales seront également informées de l'action de l'UE. Tous ces aspects sont inclus dans le Plan de Communication global élaboré par le projet. Comme mentionné au point 10.2, les couts de communication et de visibilité sont compris dans le budget du contrat T05-EUTF-SAH-REG-04-01.

## Annexe I : Plan de travail

Activités		M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17	M18	M19	M20
Etablissement de l'unité	Programme pédagogique																				
	Processus de sélection																				
	Cours de cadres																				
	Cours de formateurs																				
	Cours de base																				
	Cours de spécialistes																				
	Achats, livraison et réception du matériel et de l'équipement																				
Conseil et mentoring	IOC																				
	Memoring																				
	FOC																				

# ANNEXE I

## MATRICE-CADRE LOGIQUE DU PROJET : NIGER

	Chaîne de résultats	Indicateurs	Points de référence (et année de référence)	Valeur actuelle (Date de référence)	Cibles (et année de référence)	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif général	O.G.1 La sécurité des populations et la stabilisation du Niger (ainsi que de l'ensemble de la région) sont améliorés, y inclus dans les zones isolées et transfrontalières, comme condition préalable pour son développement socio-économique durable.	LOG.1.1 Le nombre d'attentats terroristes dans la zone cible diminue une fois que l'Unité GAR SI a été déployée	7 (2016)	10 (2017)	Oui (2019)	- Rapport annuel d'activités de la Gendarmerie Nationale. - Visite de terrain (Equipe de coordination).	- Il est supposé l'augmentation et le renforcement de forces de sécurité capables de répondre aux gestions de crises sur des milliers de kilomètres de frontières maliennes - Il est supposé que les autorités locales soutiennent de manière économique et technique le projet dans les années suivantes
		LOG.1.2 Le dialogue et la confiance entre la population locale et les forces de sécurité se sont améliorés dans la zone où l'Unité est déployée	60,49% Haut niveau de confiance (2017)*	60,49% Haut niveau de confiance (2017)*	Oui (2019)	* RAPPORT BASELINE - Étude sur l'établissement de la situation de référence du plan de priorités pour la consolidation de la paix au Niger et des projets y afférents - 2017- Haute Autorité à la Consolidation de la Paix – United Nations Peacebuilding – Search for the Common Ground  - Rapport annuel du projet.	- Il est supposé que l'accroissement de la collaboration citoyenne en matière de partage d'information avec les FDS témoignerait d'une amélioration de son degré de confiance- Il est supposé une amélioration des canaux de communication et dialogue entre la population et les FDS nigériennes.
Objectif(s) spécifique(s)	O.S.1 Les conditions d'une meilleure coopération transfrontalière et	IOS.1.1 Nombre d'opérations coordonnées entre l'Unité GAR SI et les FDS nigériennes et	0	0	2 (2019)	- Information collectée du Haut Commandement de la Gendarmerie Nationale.	- Il est supposé la capacité des institutions internationales pour générer des opportunités de coordination et soutenir l'Unité dans les prochaines années

régionale pour contribuer à une lutte plus efficace aux menaces transnationales, y compris celles posées par les réseaux terroristes et de criminalité organisée, sont améliorés.	celles des pays voisins						avec des formations et renforcement des capacités du personnel
	I.OS.1.2 Nombre d'opérations conjointes entre l'Unité GAR-SI et les FDS nigériennes et celles des pays voisins	0	0	2 (2019)	- Information collectée du Haut Commandement I de la Gendarmerie Nationale.		- Il est supposé que les différents pays bénéficiaires du projet sont engagés pour créer des espaces de coordination et adopteraient des recommandations et décisions pour promouvoir la coordination et la cohérence interterritorial et de prendre et appliquer des décisions stratégiques.
	I.OS.1.3 Nombre d'exercices conjoints transfrontaliers entre l'unité GAR-SI et les autres unités GAR-SI des pays bénéficiaires du projet	0	0	1 (2019)	- Information collectée auprès de la Gendarmerie Nationale		
	I.OS.1.4 Nombre de réunions, fora, ateliers, rencontres au sujet de la coopération/collaboration en matière de sécurité transnationale auxquels participe le GAR-SI	0	0	TBD (2019)	- Rapport annuel du projet.		
O.S.2 La capacité opérationnelle – préventive et réactive – des forces de sécurité	I.OS.2.1 Nombre de saisies de drogues effectuées dans la zone cible où l'Unité est déployée	0	0	TBD (2019)	- Statistiques internes auprès de la Gendarmerie Nationale.		- Il est supposé que la mise en place d'une structure juridique pour l'établissement de l'Unité GAR-SI est suffisant pour lui donner la légitimité nécessaire

	nigériennes est renforcée.	I.OS.2.2 Nombre de saisies d'armes et de munitions effectuées dans la zone cible où l'Unité est déployée	0	0	TBD (2019)	- Statistiques internes auprès de la Gendarmerie Nationale.	- Il est supposé que les différents pays bénéficiaires du projet sont engagés pour créer des espaces de coordination et adopteraient des recommandations et décisions pour promouvoir la coordination et la cohérence interterritorial et de prendre et appliquer des décisions stratégiques. -Il est supposé que l'unité GAR-SI sera plutôt perçue comme un corps prestigieux par le reste des FDS de l'État avec laquelle le reste voudra collaborer et non pas une unité d'élite qui suscite méfiance et reste isolée des autres - En tenant compte que le Niger compte deux types de FSI , civils et militaires, il est supposé que la création d'un corps d'élite au sein de la Gendarmerie Nationale encouragerait une concurrence positive au sein des dites FSI
		I.OS.2.3 Nombre d'opérations de surveillance effectuées dans les zones ciblées	0	0	10 (2019)	- Statistiques fournies par la Gendarmerie Nationale ou d'autres institutions	
		I.OS.2.4 Nombre d'opérations de contrôle de zone effectuées	0	0	10 (2019)		
		I.OS.2.5 Nombre de patrouilles effectuées où le GAR-SI a été déployé	0	0	TBD / 2019		
Extraits	E.1. Une Unité GAR SI est établie et opérationnelle au Niger.	I.E.1.1. Nombre de demandes d'interventions adressées à l'Unité.	0%		10 (2019)	- Statistiques internes auprès de la Gendarmerie Nationale.	- Il est assumé que les autorités nigériennes, même si des changements d'ordre politique et/ou militaire arrivent,
		I.E.1.2 L'expérience de	0		Oui	Déclarations ou communications du	maintiendront leur compromis

		L'Unité GAR SI est valorisée et capitalisée par le Gouvernement				Gouvernement	envers les lignes directrices du projet GAR-SI.
		I.E.1.3 L'unité est jugée comme une unité qui remplit les critères d'atteinte du FOC (Full Operational Capability) dans les délais établis.			Oui/Non	- Rapport sur le FOC	- Il est assumé que le G5 Sahel tiendra son engagement et soutiendra les lignes de travail au niveau politique.
E.2 Le personnel de l'Unité GAR SI a acquis toutes les compétences nécessaires pour mener à terme ses tâches.		I.E.2.1 Au moins 80% des participants sont satisfaits de la qualité des formations et de la performance des formateurs	0%		80-100% à la fin de la formation	- Questionnaire feedback à la fin de la formation.	- Il est assumé que l'existence d'un cadre légal donnerait une légitimité suffisante pour que l'Unité puisse fonctionner sans problèmes.
		I.E.2.2 Le résultat de pré-post tests menés par le CAE avant et après les différentes formations (en Espagne et au Niger) est supérieur à 80 %.	0%		80-100% à la fin de la formation	- Rapport final de formation. - Bilan de clôture élaboré par le CAE.	- Il y a un risque que la sélection du personnel de l'Unité GAR-SI ne sera pas faite en respectant les critères et les procédures établies.
E.3. Une cadre juridique adéquat pour l'établissement et opérationnalisation de l'Unité GAR SI afin d'assurer sa cohérence avec le système nationale ainsi que sa durabilité a été défini/adapté et mise en œuvre		I.E.3.1 Nombre de normes légales et réglementaires élaborées et adoptées régissant l'établissement, la structure et le fonctionnement de l'Unité	0		2 (2018)	- JORN (Journal Officiel de la République du Niger).	
		E.3.2 L'ensemble des mesures/arrêtés/lois créés comme cadre légal pour l'établissement et	0		Oui	- JORN (Journal Officiel de la République du Niger). - Ensemble des documents juridiques d'établissement de l'Unité.	

		opérationnalisation de l'Unité GAR-SI habilitent une légalité et une légitimité suffisantes pour que l'Unité fonctionne sans problème.					
		I.E.3.3 Une ligne budgétaire a été prévue dans le budget national pour le maintien de l'Unité (staff, équipement, opérations, etc.).	0		Oui	- JORN (Journal Officiel de la République du Niger).	
	E.4 Des outils et des automatismes de coordination fonctionnels avec d'autres missions et institutions sur le terrain au Niger ont été créés et mis en place.	I.E.4.1 Un système de partage de l'information est institué avec les autres missions et acteurs tiers agissant sur terrain au Niger.	0		Oui	- Plan d'Action.	Il est supposé la prédisposition et la disponibilité à participer de manière conjointe avec le reste de missions  Il est supposé que les autorités nigériennes, même si des changements d'ordre politique et/ou militaire arrivent, maintiendront leur compromis envers les lignes directrices du projet GAR-SI.
		I.E.4.2 Nombre de formations planifiées pour être effectuées conjointement avec le reste de missions sur terrain dans le cadre de leur mandat respectif.	0		2 (2019)	- Rapport de mapping des projets et des acteurs présents. - Rapports internes des réunions de l'équipe de coordination. - PV des réunions conjointes auprès de EUCAP Niger.	
	E.5 L'Unité GAR-SI a été fournie d'une dotation et d'un équipement suffisants et a bénéficié d'un période de	I.E.5.1 Nombre de protocoles et procédures élaborés afin de garantir la pérennité de l'Unité GAR-SI après la conclusion du projet.	0		2 (2018/19)	- Rapports évaluation et conseil.	

	soutien et mentoring.	I.E.5.2 Les équipements ont été prêts et disponibles avant le début des activités de formation	0		Oui (2018)	- Rapport fin du projet.	
		I.E.5.3. Tout l'équipement fourni a été utilisé comme prévu	0		Oui (2018)	- Rapport fin du projet.	
		I.E.5.4. L'équipement est compatible et adéquat à son usage dans les conditions extrêmes			Oui	Rapport annuel du projet -Liste de matériels et d'équipement auprès de la Gendarmerie Nationale	
Activités	R1 A.1.1 Elaboration du plan de formation du personnel de l'Unit GAR-SI, y compris le matériel pédagogique.	Moyens:					
	R1 A.1.2 Définition et mise en œuvre du processus de sélection du personnel pour intégrer les unités.	Moyens:					
		Coûts					
	R1 A.1.3 Formation du personnel.	Moyens:					
		Coûts					



	R1 A.1.4 Dotation de l'Unité GAR-SI	<p>Moyens:</p> <p>Coûts</p>	
	R1 A.1.5 Elaboration d'un système d'évaluation pour déterminer la Initial Operational Capability (IOC) et la Final Operational Capability (FOC) de chaque unité type compagnie.	<p>Moyens:</p> <p>Coûts</p>	
	R1 A.1.6 Soutien et mentoring des Unités GAR-SI.	<p>Moyens:</p> <p>Coûts</p>	

	R2. A.2.1 Activités de coordination avec d'autres missions et institutions sur le terrain au Niger	<b>Moyens:</b> 	
--	--	---	--

**Définitions :**

On entend par :

- « Incidences », les effets à long terme, primaires et secondaires, produits par l'action ;
- « Résultats », les effets à court et à moyen termes probables ou obtenus des extrants d'une action ;
- « Extrants », les produits, biens d'équipement et services résultant d'activités menées au titre d'une action ;
- « Indicateur », la variable ou le facteur quantitatif et/ou qualitatif qui permet de mesurer de manière simple et fiable si une action a produit les résultats attendus ;
- « Point de référence », le point de départ ou la valeur actuelle des indicateurs ;
- « Cible » (ou but des résultats), le niveau qualitatif ou quantitatif mesurable d'un extrant, d'un résultat ou des Incidences attendus d'une action ;
- « Matrice-cadre logique », une matrice dans laquelle sont présentés les résultats, les hypothèses, les indicateurs, les cibles, les points de référence et les sources de vérification liées à une action.
- « Logique d'intervention », la manière dont, dans un contexte donné, les activités déboucheront sur les extrants, les extrants permettront d'obtenir les résultats et les résultats auront les Incidences attendues. Les hypothèses les plus importantes élaborées au cours de ce processus de réflexion doivent figurer dans la matrice-cadre logique.